

LE BULLETIN

32 av. de l'Europe
38030 GRENOBLE CEDEX 2

04 76 09 65 54

accueil@cgt-isere.fr

ud38.reference-syndicale.fr

MAI 2026

N° 819



DOSSIER:

MADE IN FRANCE



LUTTES

**VICTOIRE CGT
À CORYS**

p. 6

VIE SYNDICALE

**LSR : SOLIDARITÉ,
COMBATIVITÉ
ET CONVIVIALITÉ**

p. 8

INTERNATIONAL

JAPON

p. 10

SOMMAIRE

2 ÉDITO

4 DOSSIER

MADE IN FRANCE

6-7 LUTTES

- 6 Lutttes gagnantes
 - une belle victoire de la CGT à CORYS
 - victoire pour les grévistes du nettoyage et leur syndicat CGT !
- 7 - ASALEE en danger
 - Info 54^{ème} Congrès

8-9 VIE SYNDICALE

- 8 Un mois, une UL : Pont de Claix
- 8 La convention tripartite CNSA-ARS-CD MDPH ne passe pas !
- 9 LSR : solidarité, combativité et convivialité
- 9 Eustache & Oslaid

10 INTERNATIONAL

Quand le Japon dérive de l'extrême droite, à l'extrême droite révisionniste et militariste

11 MOTS CROISÉS



édito

Laurent Terrier

Secrétaire à la formation
UD CGT Isère

POUR LA PAIX ET CONTRE L'EXTRÊME DROITE, FAISONS-NOUS ENTENDRE LE 1^{er} MAI

Écouter les informations en se levant n'est pas tous les jours réjouissant en ce moment !

Le bruit des bottes est assourdissant ! En Iran et au Liban, Trump et Netanyahu s'assoient littéralement sur le droit international et tentent d'affirmer leur domination à coups de milliers de tonnes de bombes, au mépris des conséquences terribles pour les

«...UN SILENCE COMPLICE ET ASSOUDIANT DES GOUVERNEMENTS EUROPÉENS, ET DU NÔTRE EN PARTICULIER !»

populations civiles, de l'impact pour les pays voisins, et du risque de chaos généralisé.

A Gaza le génocide continue depuis des mois malgré le cessez-le-feu, et en Cisjordanie les

colons harcèlent, volent, tuent les habitants palestiniens en toute impunité.

Trump asphyxie Cuba en imposant un embargo total, et parle régulièrement de l'envahir. Poutine continue de bombardier l'Ukraine après plus de 4 ans de guerre...

C'est avec le soutien massif du patronat que ces dirigeants d'extrême-droite prennent le pouvoir dans beaucoup trop de pays, pour préserver à tout prix les profits et la fortune de quelques milliardaires en faisant régner la loi du plus fort.

Tout cela dans un silence complice et assourdissant des gouvernements européens, et du nôtre en particulier !

Directeur de la publication :

Nicolas BENOIT

Imprimé par nos soins

N° CPPAP

0226 S 05444

I.S.S.N. 1154-6670



Je rejoins la cgt !



La France n'est pas à l'abri, le RN a malheureusement continué de progresser lors des élections municipales. On assiste à une véritable inversion des valeurs avec des partis de droite appelant à faire barrage non plus à l'extrême-droite mais à un parti de gauche qui serait selon eux le plus grand danger pour le pays, avec une Assemblée Nationale observant une minute de silence pour un jeune néo-nazi, et des chaînes de télé se permettant des commentaires ouvertement racistes suite à l'élection de maires noirs dans plusieurs villes.

Face à cela, la CGT réaffirme plus que jamais ses valeurs de paix et de solidarité, du local à l'international, en lien avec toutes les organisations s'en réclamant dans le monde, dans les syndicats et au-delà.

Renforcer la CGT pied à pied, c'est combattre efficacement le fascisme ici et ailleurs. C'est le sens :

- de notre campagne de syndicalisation lancée le 7 avril dernier, et qui va continuer de se déployer.
- de notre plan de formation, avec des stagiaires toujours plus nombreuses et nombreux
- de notre campagne offensive pour la reconquête des services publics dans les territoires (par ex transports en sud Isère, centres de santé en Isère Rhodanienne...) (conférences des UL et professions le 23 juin)
- de notre combat pour l'industrie

Soyons particulièrement nombreuses et nombreux dans la rue le 1^{er} mai pour réaffirmer ces valeurs !

« ...LA CGT RÉAFFIRME PLUS QUE JAMAIS SES VALEURS DE PAIX ET DE SOLIDARITÉ.... »

1^{ER} MAI :

journée internationale des travailleur-se-s

1 - 5 JUIN :

54^{ème} Congrès Confédéral à Tours

19 JUIN :

3^{ème} journée IES du monde du travail

23 JUIN :

Conférence des Unions Locales et professions à Renage



LES
DATES



MADE IN FRANCE

UNION DÉPARTEMENTALE CGT DE L'ISÈRE



Industrie : la CGT dénonce un « casse en bande organisée » et réclame les « clés »

Devant plus de 250 militants, Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, a adressé une mise en demeure au ministre de l'Industrie : « **Donnez-nous les clés, nous organiserons nous-mêmes les assises de l'industrie.** » L'occasion, pour elle, de faire du cas Vencorex le symbole d'un « scandale national » en quatre actes – de la non-activation des

« DONNEZ-NOUS LES CLÉS, NOUS ORGANISERONS NOUS-MÊMES LES ASSISES DE L'INDUSTRIE. »

clauses anti-dumping à la reprise par un concurrent chinois pour un euro symbolique, en passant par le refus de l'État de

financer un projet porté par les salariés. « La bataille n'est pas finie », a-t-elle martelé, appelant à une commission d'enquête.

Dénonçant un système où « **les multinationales plient bagage** »

et où « **l'État refuse d'affronter le capital** », elle a pointé 211 milliards d'aides publiques sans conditions, 100 milliards distribués aux actionnaires du CAC 40, et des tribunaux de commerce « **entre copains et coquins** ». Selon elle, chaque fermeture d'usine est un « **tapis rouge déroulé à l'extrême droite** ».

La CGT propose cinq mesures : moratoire sur les licenciements et renforcement de la loi Florange ; 50% de salariés dans les conseils d'admini-

nistration (comme en Allemagne) ; droits suspensifs sur les décisions stratégiques ; conditionnement strict des aides publiques ; responsabilisation des donneurs d'ordre.

« **L'intelligence ouvrière existe, c'est la volonté politique qui manque** », a conclu Sophie Binet, appelant à une mobilisation le 11 juin pour la nationalisation d'Arcelor Mittal.

Exalia, fer de lance de cette journée

Si l'initiative a eu lieu à Pont de Claix, ce n'était pas un hasard. Depuis 18 mois, c'est ici que les Vencorex se battent pour sauver la plateforme chimique.

C'est pendant la grève de l'automne 2024 qu'est née l'idée d'un plan de

reprise porté par la CGT. Après une proposition de coopérative avortée par le tribunal en avril 2025, le projet Exalia cristallisait tous les espoirs. Mais à nouveau, le 25 mars le couperet est tombé : l'outil de production sera vendu à la découpe.

Hasard du calendrier ou non, le 26 mars, la CGT recevait le ministre de l'Industrie Sébastien Martin aux assises du Made in France. C'était l'occasion où jamais de l'interpeller sur cette décision.

Allait-on se donner les moyens de sauvegarder une industrie et des compétences essen-

tielles et stratégiques ? C'est la promesse qu'il a tenue à huis clos avec les porteurs de projet et réitérée devant un parterre de militants l'après-midi même.

Depuis, une réunion s'est tenue à Bercy et des pistes de travail concrètes sont engagées. Les porteurs de projet, Severine Dejoux et Olivier Six, sont confiants mais la route sera-t-elle encore semée d'embûches ?

La CGT ne lâchera rien tant qu'il sera possible de recréer des emplois et de produire ici ce dont on a besoin ici !

Severine Dejoux





Prysmian Chavanoz, une situation à anticiper !

Prysmian Group est une entreprise mondiale n°1 du câble dont le siège est à Milan.

A Chavanoz, dans le Nord-Isère, nous fabriquons du câble Telecom (cuivre et fibre optique). Aujourd'hui nous sommes menacés, car les câbles cuivres se terminent définitivement pour laisser la place à la fibre optique.

En France, **la fibre est installée à plus de 80% sur le territoire donc la production est en baisse. Orange a annoncé la fin du cuivre fin 2027** et dans notre usine la fibre optique seule ne pourra pas nous faire survivre puisque Prysmian détient d'autres usines dont une en France

et une en Roumanie qui pourra absorber notre production.

La direction France nous raconte avoir plusieurs scénarios pour l'avenir de Chavanoz dont l'énergie électrique mais aucune garantie n'a été apportée. Les salarié-e-s sont dans une longue attente d'espoirs qui dépend de gros financiers.

Aujourd'hui nous travaillons avec l'UD Isère et la région pour construire notre propre scénario.

Nous avons pris la décision de lancer un droit d'alerte afin de voir si un autre projet industriel est viable et de forcer la direction à plus de transparence.

Il faut absolument anticiper les situations pour réussir à sauvegarder nos entreprises en France et nos emplois.

Capucine Randon
Secrétaire UL Pont de Cheruy
CGT Prysmian Group



.... Les Assises « Made in France » Les Assises « Made in France » ...

Retrouvez les replays des assises CGT du Made in France du 26/03 :

- Luttés pour l'emploi et l'industrie : quels enseignements des mobilisations menées par la CGT ?



- Écrire l'avenir industriel : les projets portés par la CGT



Les Assises « Made in France » ... Les Assises « Made in France »

SEB, une stratégie purement financière

Le groupe SEB leader mondial du petit électroménager a annoncé une marge opérationnelle de 550 millions d'euros en 2025. Mais ce n'est pas assez pour les actionnaires, il manque 200 millions d'euros par rapport aux annonces.

Qu'à cela ne tienne, la direction du groupe SEB a décidé de se séparer de 2100 employé-e-s sur les 32 000 salarié-e-s du groupe. Cela représente 500 salarié-e-s en France. Les suppressions d'emplois seront effectuées via des Ruptures Conventionnelles Collectives (RCC).

Les salarié-e-s ont fait grève le 17 Mars dernier à l'initiative de la CGT contre ce plan de licenciement déguisé qui concerne exclusivement des Ingénieurs Cadres Techniciens des services R&D. Ces emplois vont

être soit transférés en Asie, soit remplacés par l'IA sans que cela ne représente une réalité dans notre travail actuel.

La CGT du groupe SEB est la seule OS à dénoncer ce plan purement financier. Elle continue la lutte avec les salariés et les structures départementales 69, 38 et 74.

François Sulpice
CGT CALOR



- Avenir industriel en France : l'heure des actes. Echange avec le ministre de l'industrie



Retrouvez
le dossier de presse :





UNE BELLE VICTOIRE DE LA CGT À CORYS, QUI DEVIENT LE SYNDICAT MAJORITAIRE

L'histoire de la CGT à CORYS commence en 2021 avec la création de la section syndicale CGT, qui ne comptait à l'origine que 2 syndiqué-es dans l'entreprise.

Les premières élections professionnelles avec des syndicats à CORYS ont eu lieu l'année suivante, en mars 2022. Nous avons alors réussi à monter une liste CGT qui avait obtenu 36,5%, face à une liste CFDT concurrente composée en grande partie d'ancien-nes élu-es du CSE précédent, dans une entreprise à grande majorité de cadres.

Petit à petit, la section syndicale s'est développée, jusqu'à atteindre une vingtaine de syndiqué-es. Cela grâce au travail de terrain lors des négociations (notamment pendant les NAO), où nous avons pris le temps de faire le tour du bâtiment pour aller voir les salarié-es, les consulter, faire valider les revendications, les informer tout au long des négociations, et en leur donnant le dernier mot quant à la signature des accords. Bref, en appliquant la stratégie démocratique de la CGT dans l'entreprise.

Nous avons également soutenu les salarié-es dans le combat contre le démenagement de l'entreprise de la Presqu'île vers Montbonnot, décidé par notre actionnaire principal. Ce projet suscite un fort mécontentement parmi les salarié-es : nous avons lancé un appel à la grève d'une demi-journée qui a rassemblé près de 30% de l'entreprise, là où l'autre syndicat a brillé par son absence.

Jusqu'au 8 décembre 2025, les syndiqué-es de CORYS faisaient partie du syndicat inter-entreprises (170 syndiqué-es sur le périmètre de l'UL Grand Grenoble) grâce à qui nous avons pu nous développer (soutien logistique, appui juridique, financement des formations). Avec l'aide de l'inter-entreprise, de l'UL Grand Grenoble et de l'UD de l'Isère, nous avons pu monter le syndicat d'entreprise CGT CORYS afin de pouvoir militer plus efficacement au sein de celle-ci.

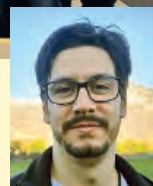
Lors des élections de 2026, face à une CFDT affaiblie (bon nombre d'ancien-nes élu-es CFDT ne se représentant plus) et une direction déconnectée des impacts sociaux du futur démenagement, nous avons doublé le nombre de voix en faveur de notre



liste et devenus majoritaires avec 54,42% des voix.

Les attentes des salarié-es sont nombreuses et nous mettrons à profit ces résultats pour faire entendre leurs voix et les mobiliser afin d'obtenir de nouveaux droits.

Sébastien Martin
SG CGT CORYS



VICTOIRE POUR LES GRÉVISTES DU NETTOYAGE ET LEUR SYNDICAT CGT !

Après 7 jours de grève totale, les salariées de la société DESPS (fusion Elior/Derichbourg) qui nettoient les 3 Ehpad de l'association l'Arbre de vie ont été reçues, ensemble, ce matin par le directeur régional, à l'agence de Montbonnot.

Elles ont obtenu satisfaction sur les principales revendications qu'elles avaient posées, comme quoi même à une douzaine, uni-e-s et déterminé-e-s, on peut renverser des montagnes et faire reculer un grand groupe comme DESPS !



Interview militante d'ELIOR DERICHEBOURG

Nous sommes agent-e-s de nettoyage dans trois EHPAD. Au début, chacune avait des problèmes avec notre supérieure, sans le savoir. La direction faisait systématiquement appel à des remplaçant-e-s extérieur-es malgré nos demandes de dépannage interne. Il y avait : absence d'avenants et de contrats, heures complémentaires et supplémentaires non payées, harcèlement moral, réserve des accidents du travail, absence de protection en cas d'arrêt, refus de CDI, non-respect du Code du travail, surveillance accrue, non-respect des IRP, suppression de congés... La direction a modifié les plannings pour éviter que les salarié-e-s de semaine ne croisent celles du week-end, une tentative de casser le collectif.

Comment vous êtes-vous mobilisé-e-s ?

Nous avons contacté le syndicat du nettoyage, organisé et motivé les collègues, tenu une assemblée générale, et décidé la grève. En parallèle, nous avons écrit aux directeurs d'EHPAD et à l'inspection du travail. Au bout de 7 jours de grève, nous avons gagné la plupart de nos revendications, dont le renvoi de notre cheffe. Les collègues sont sorti-e-s de la torpeur et de l'isolement imposé par la direction. Beaucoup se sont syndiqué-e-s. Il y a quatre mois, nous étions seul-e-s ; maintenant, nous sommes un collectif organisé.



ASALEE en danger : Sauvons les soins primaires non financiarisés

Le 27 mars 2026, le tribunal des affaires économiques de Paris a placé l'association ASALEE en redressement judiciaire, une décision qui remet en question l'existence de ce modèle alternatif de soins primaires. Créée en 2004 dans les

«LES PATIENT·E·S BÉNÉFICIAIRES DE CONSULTATIONS GRATUITES, D'UN SUIVI RÉGULIER... »

Deux-Sèvres, elle repose sur une organisation horizontale qui associe médecins généralistes (9 000) convention-

né·e·s non rémunéré·e·s et infirmier·e·s (2000) salarié·e·s.

Déployée sur tout le territoire, elle assure la prise en charge des maladies chroniques, la prévention et l'éducation thérapeutique, notamment dans les déserts médicaux.

Les patient·e·s bénéficient de consultations gratuites, d'un suivi régulier et gagnent en autonomie. Financé par la CNAM à hauteur de 100

millions d'euros par an, ce dispositif repose sur une coopération étroite entre professionnel·le·s de santé.

Ce modèle s'inscrit aussi dans une logique de gestion par les travailleuses et travailleurs qui permet aux soignant·e·s de définir eux-mêmes l'organisation du travail et les modalités de prise en charge au plus près des besoins du terrain. **Il constitue ainsi une alternative crédible et innovante au système de santé actuel.**

ASALEE est fragilisée par la suspension de ses financements et par une procédure juridique avec le risque d'une reprise par un gestionnaire privé.

L'Union Fédérale de la santé Privé, la Fédération CGT SAS et l'USD 38 s'engagent dans le combat auprès des salarié·e·s d'ASALEE.



INFO 54^{ème} Congrès Confédéral

Dans cette dernière ligne droite de préparation du 54^{ème} Congrès Confédéral, si ce n'est pas encore fait, il reste quelques jours aux syndicats pour tenir des débats avec les syndiqué·e·s et travailler sur le document d'orientation – tout ou partie – afin d'évaluer collectivement la portée des résolutions qui seront votées par les délégué·s et devront être mise en œuvre par les syndicats. Site du 54^{ème} : <https://54.cgt.fr/>

La date limite pour le dépôt en ligne des amendements est fixé au 6 mai 2026.



TOURS - 1^{ER} AU 5 JUIN 2026



UN MOIS, UNE UL

L'UNION LOCALE DE PONT DE CLAIX ET ENVIRONS

En plein préparatif pour son 7^{ème} Congrès prévu fin avril, l'UL rencontre un problème au niveau du renouvellement de la CE, surtout côté actifs, selon les syndicats, les sections ou des individuels.

Actuellement côté accueil syndical, nous accueillons de plus en plus de travailleur·se·s isolé·e·s rencontrant de nombreuses problématiques dans des petites et moyennes entreprises, ceci nous prend pas mal de temps. Beaucoup de situations compliquées sont à noter.

Côté formations, très bonne dynamique et très bons retours des stagiaires que ce soit sur l'accueil ou sur le 1^{er} niveau. La formation

est notre point fort avec un collectif super motivé et cela fait bien plaisir.

Cette année s'ajoute, une diffusion de LA SOCIALE à l'amphithéâtre de Pont de Claix pour les 80 ans de la Sécurité sociale et une nouvelle formation ICT avec le même groupe de stagiaires que l'année dernière où la formation a été une réussite en lien avec l'UGICT.

Notons également le super travail fais avec les unions locales voisines (La Mure et Vizille/Oisans) sur le sujet des transports publics en Sud Isère, que ce soit sur les besoins et sur le financement. Une réunion publique a égale-

ment été organisée et d'autres devraient l'être également.

La vie syndicale de l'UL se porte bien mais reste fragile, et fonctionne malheureusement à peu de bras. Le Congrès arrivant, il nous permettra d'échanger sur certaines problématiques afin de continuer à s'améliorer et se développer comme nous le faisons depuis les deux derniers mandats.

Cédric Brachon

Secrétaire général de
l'UL Pont de Claix



LA CONVENTION TRIPARTITE 2025 2028 CNSA-ARS-CD- MDPH NE PASSE PAS !

Les mandaté·e·s au CDCA (Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie), lors de la dernière réunion plénière le 27 janvier 2026 devaient donner un avis sur cette convention tripartite 2025/2028 (**Caisse Nationale de Solidarité Autonomie, Agence Régionale Santé, Conseil Départemental, Maison Départementale Personnes Handicapées**) sur les engagements partagés pour le soutien des personnes âgées ou vivant avec un handicap et leurs aidants. 11 ont voté pour, 7 ont apporté des réserves, 10 ont voté contre dont l'ensemble des mandaté·e·s des organisations syndicales présentes (CGT, CFECGC, CFDT FSU, FGRP) et plusieurs associations

Nous avons voté contre, car cette convention parle d'engagements partagés, or ceux-ci sont des vœux pieux. Aucun élément concret ne sont évoqués pour faire face au diagnostic effectué dans le département tels que les moyens en termes de places en hébergement tant dans le domaine du vieillissement que du handicap. Il n'y a aucune information sur le financement supplémentaire alloué au maintien à domicile en adéquation avec les besoins, pas de chiffrage sur les perspectives annuelles, aucun objectif chiffré

pour la réponse aux besoins, rien sur le personnel et leur rémunération.

Les constats que nous avons formulés lors de notre avis doivent être analysés au regard :

- Des droits fondamentaux des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, garantis par le Code de l'action sociale et des familles.
- Des obligations de planification et de couverture territoriale incombant aux autorités publiques,
- Des contraintes financières et réglementaires pesant sur les gestionnaires, dans le cadre du PLFSS et des conventions de financement,

L'amélioration de l'offre médico-sociale ne peut reposer sur des injonctions sans moyens, aux risques de porter atteinte aux droits effectifs des personnes accompagnées et de fragiliser la responsabilité des acteurs de terrain.

Josiane Blanc
Mandatée CDCA





SOLIDARITÉ, COMBATIVITÉ ET CONVIVIALITÉ !

Mardi 10 mars 2025 s'est tenue l'assemblée générale de **Loisirs et Solidarité des Retraités Grenoble/Fontaine et environs**, sous le signe de la solidarité, la combativité et la convivialité. Soixante adhérents présents à la Bourse du Travail de Grenoble et de nombreux invités parmi lesquels Nicolas Benoit secrétaire de l'UD CGT Isère.

Avec 122 adhérent·e·s l'association progresse de 20%, confirmé par un renforcement de sept adhérents au CA. Situation qui témoigne de l'intérêt grandissant des retraité·e·s à l'égard de l'association.

Maryvonne Matheoud, présidente de LSR Grenoble /Fontaine, dans le cadre du rapport moral est revenu sur le contexte dans lequel évolue l'association et ses adhérents. Un rapport qui souligna l'importance de l'existence de LSR, de ses valeurs de solidarité, de justice, de paix qui puisent dans l'hé-

ritage du syndicalisme CGT. Des valeurs plus que jamais à déployer dans une situation marquée par la montée de l'extrême droite, le racisme et l'antisémitisme, les guerres, les inégalités qui se creusent et une précarité grandissante, les difficultés d'accès aux soins et les déserts médicaux.

L'association s'efforce de répondre toujours mieux aux besoins des retraité·e·s par la richesse culturelle des activités proposées favorisant au plus grand nombre l'accès au cinéma, théâtre, loisirs, expositions, sorties botaniques, musées, découvertes, ateliers créatifs. Des séjours dans des centres de vacances de grande qualité avec des prix des plus abordables avec Senior en Vacances et notamment avec Bourse Solidarité Vacances pour les adhérents non soumis à l'impôt sur le revenu.



Trois femmes sont mises à l'honneur. Des applaudissements pour la remise de bouquets de fleurs à Michelle Fourré présidente d'honneur de LSR, Ginette Dunant et Yvette Anselmet pour leurs engagements de longue date au sein de l'association.

Moment de détente autour d'un repas apprécié par tous et pour conclure la projection du film La Sociale réalisée par Gilles Perret qui souligne combien le ministre du Travail Ambroise Croizat en 1946 et la CGT permirent la mise en œuvre de cette grande conquête sociale et démocratique au cœur du programme du CNR « Les jours heureux »

«Les jours heureux» c'est aussi avec LSR !

Gérard Frydman

Contact :

LSR

Tour CGT Bourse du Travail
32 Avenue de l'Europe Grenoble
38030 Cedex 2

Courriel lsgrenoble@gmail.com



EUSTACHE ET OSLAID À L'ÉCOUTE DU MONDE



* BLAGUE POUR LES PLUS DE 50 ANS

Lavage 26



Quand le Japon dérive de l'extrême droite, à l'extrême droite révisionniste et militariste

Pour devenir Première Ministre du Japon, Mme Sanae Takaichi a transformé l'élection politique en référendum sur sa personne et son style de « Dame de fer ». Et elle a été en octobre dernier massivement plébiscitée par la droite dure japonaise.

Vu de France, lorsque l'on pense au Japon, nous vient souvent à l'esprit des images de cerisiers en fleurs et de Mont Fuji, des saveurs de sushi et de whisky délicatement ambré. Mais un simple regard sur des écrits de nos camarades syndicaux du ZENROREN (1 200 000 adhérents-e-s) particulièrement ceux mis à la disposition de la CGT par Keisuke Fuse Secrétaire Général adjoint du ZENROREN, responsable des affaires internationales et de la communication, nous remet implacablement la vérité sociale et politique japonaise sous les yeux, voire en pleine figure !

Une majorité écrasante... au service du patronat nippon

- Le PLD (et son allié Ishin) ont raflé plus de 350 sièges sur 465, dont 316 pour le seul PLD. C'est un sombre record historique depuis 1955.
- Avec plus des deux tiers de la Chambre basse, Takaichi peut désormais imposer son agenda, contourner la Chambre haute et pousser des révisions constitutionnelles, notamment pour créer une véritable armée en abrogeant l'article 9 de la constitution japonaise qui déclarait le Japon pays pacifiste. Elle est en train de gommer tout le travail mémoriel qui rassemble annuellement les forces de paix mon-



diales (dont la CGT) à Hiroshima et Nagasaki.

- Depuis le 21 octobre, le Keidanren (MEDEF japonais) exulte.

Une majorité tant écrasante qu'autoritaire dissimulée sous un vernis populaire

- La popularité de Takaichi chez les 18-29 ans atteint des niveaux inédits, autour de 90%, portée par le phénomène sanakatsu, mélange de culte de la personnalité, d'objets fétiches (stylos, sacs) et de marketing politique façon idole populaire. Derrière ce vernis se dissimule une dirigeante ultraconservatrice, admiratrice déclarée de Margaret Thatcher, qui est en train de s'imposer durablement au sommet de l'État.

Une droite dure, ultra-nationaliste, antiféministe et anti-sociale

- Takaichi s'affirme comme une figure « À droite toute!!! » : opposition au mariage pour tous, refus d'assumer les crimes de guerre japonais, qui ne sont pour elle (de 1937 à 1945) que de la légitime défense, visites au sanctuaire nationaliste de Yasukuni, et obsession pour la révision constitutionnelle afin de renforcer l'appareil militaire.
- Sa ligne migratoire est sécuritaire et xénophobe : durcissement des conditions d'entrée au Japon, suspicion généralisée envers les résidents étrangers, contrôle renforcé de la propriété étrangère, au mépris des besoins démographiques et sociaux réels du pays.

La Chine comme épouvantail pour militariser le Japon

- Takaichi a fait de la confrontation avec Pékin un pilier de son récit politique, allant jusqu'à évoquer l'usage des forces japonaises, (pour autant uniquement « d'autodéfense ») en cas d'attaque chinoise contre Taïwan, au mépris du pacifisme japonais inscrit dans la Constitution (qu'elle compte abolir, je le rappelle ici).
- Les représailles économiques et diplomatiques chinoises ont, paradoxalement, renforcé sa popularité, nourrissant un climat de peur où « tenir tête à la Chine » sert de prétexte à la fuite en avant militariste.
- Des analystes japonais eux-mêmes reconnaissent que les électeurs qui se sentent menacés par la Chine ont donné les clés du pouvoir à un bloc qui promet hausse des dépenses militaires, renforcement des services de renseignement et posture de confrontation.

Alignement total sur Washington et Donald Trump

- Dans un contexte de rivalité sino-américaine, Takaichi assume un alignement sans nuance sur les États-Unis, au nom d'une alliance « sans limite » saluée par les responsables américains et par les marchés financiers.
- Le soutien explicite de Donald Trump et son invitation à la Maison-Blanche scellent ce pacte : en échange, le Japon augmente ses dépenses militaires, assume le rôle de pion avancé de Washington en Asie et durcit sa doctrine de sécurité.
- Ce choix renforce les tensions régionales, tout en enfermant le peuple japonais dans une logique de blocs où ses besoins sociaux sont sacrifiés sur l'autel de la géopolitique.



Un plébiscite... et une bombe à retardement sociale

- L'ère Takaichi se présente comme une « restauration de l'ordre », mais c'est surtout la restauration d'un parti-État, renforcé, recentralisé, avec une opposition laminée et un paysage politique verrouillé.
- Sa popularité repose plus sur le culte de la personnalité et la promesse abstraite de protection que sur des avancées concrètes pour les salaires, le pouvoir d'achat ou les droits sociaux.

Si la crise sociale perdure, le réveil pourrait être brutal, et les contesta-

tions sociales, syndicales devront selon la confédération syndicale ZENROREN, inventer de nouvelles formes de résistance face à ce bloc national-sécuritaire triomphant.

En regardant désormais du côté Japon, nous verrons spontanément sans doute un peu moins la carte postale idyllique, et davantage une réalité japonaise à laquelle nous sommes de plus en plus nombreux et nombreux à être durement confrontés, en France, en Europe et dans le monde.

Alors, une fois encore: « Solidarité syndicale internationale: OUI ! »



Keisuke Fuse

Je remercie ici le ZENROREN, particulièrement le camarade Keisuke Fuse, pour la mise à disposition spontanée de leurs écrits à la CGT, et Sylvain Goldstein (ancien Conseiller confédéral « Asie ») pour son utile contribution à cet écrit CGT Isère.



Jean-Jacques GUIGON
Militant CGT Isère
Ancien Conseiller à l'Espace
« International » de la Confédération

MOTS CROISÉS

Horizontalement

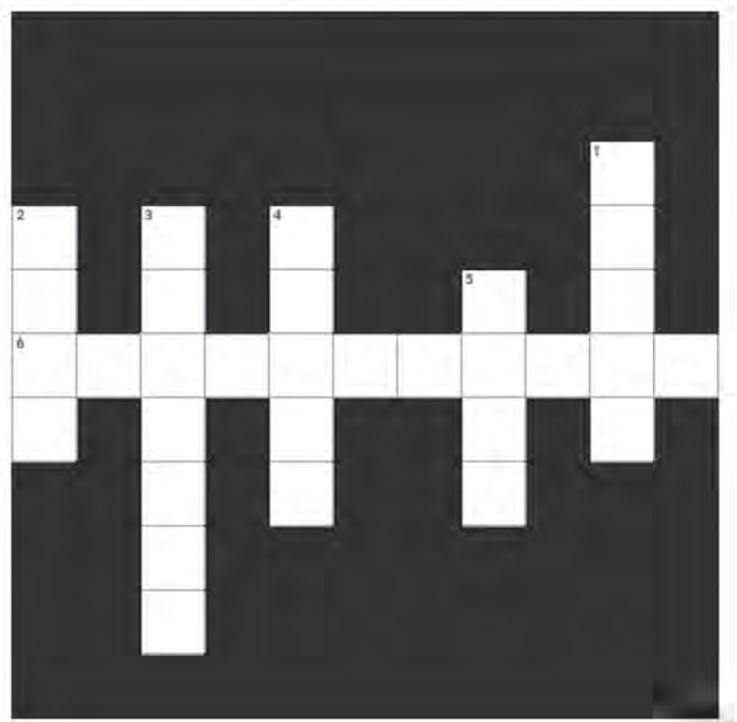
6. Victoire du Front Populaire

Verticalement

1. Notre Secrétaire Générale
2. L'oeuvre d'Ambroise Croizat
3. Base de notre démocratie
4. Moyen pour obtenir de nouveaux droits
5. Grande syndicaliste de Vizille

REPONSES :

- 6 CONGESPAYES
5 BAUD
4 GREVE
3 CONGRES
2 SECU
1 BINET



**Conseil, Expertise,
Négociation, Formation,
Comptabilité et ASC ...**

Représentants
du personnel,

apex isast

**VOUS ÉCLAIRE AU
QUOTIDIEN**